

Voeu pour une action urgente en défense de l'emploi

Déposé par le groupe Front de Gauche

Elu rapporteur : Jacques Lerichomme

L'emploi est une préoccupation majeure dans notre pays et notre Région où le chômage a progressé de 7,5% en un an.

On ne compte plus les entreprises ou organismes concernés, tous les secteurs sont touchés.

Dernier exemple en date, la situation de Kem-One, ex Arkéma où des milliers de salarié-e-s vivent à nouveau l'incertitude du devenir de leur entreprise.

Face à ces situations, de nombreuses organisations syndicales revendiquent un moratoire sur les plans sociaux.

Le droit à l'emploi est inscrit dans le préambule de la Constitution depuis le rétablissement de la République en 1945. Il ne saurait être sacrifié ni aux logiques de mise en compétition des industries en vigueur au sein de l'Union européenne, ni au dogme de la baisse à tout prix du « coût » prétendument trop élevé du travail, ni à l'exigence des actionnaires des grands groupes donneurs d'ordre qui entendent obtenir chaque année une rémunération en augmentation.

Il ne saurait davantage pâtir des critères de rendement financier de court terme à partir desquels les banques gèrent souvent le crédit.

Le conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, qui a déjà eu l'occasion de se prononcer en faveur d'une loi d'interdiction des suppressions d'emplois à visée boursière, s'adresse au Président de la République, au gouvernement et à la représentation nationale pour leur demander :

- que, pour faire face aux situations de crise que vivent les territoires, soient généralisées les cellules départementales sous l'égide du Préfet et du commissaire régional au redressement productif, afin de formuler des propositions adaptées aux situations locales, en concertation avec les élus locaux et les organisations représentatives des entreprises et des salariés du département concerné.

- que la Banque publique d'investissement, qui disposera dans un premier temps de 20 M€, fasse preuve de réactivité, accompagne efficacement le renouveau industriel du pays et la transition écologique de l'économie,

- que chaque année, la BPI diffuse un bilan de ses interventions, région par région.